



Paris, le 26 octobre 2011

Chers collègues,

Dans un communiqué daté du 8 septembre, nos organisations dénonçaient les effets désastreux occasionnés par la suppression continue d'emplois depuis 2008. Elles vous invitaient à vous mobiliser le mardi 27 septembre.

Ce jour-là, nous avons été nombreux à participer aux manifestations et/ou à nous déclarer grévistes pour témoigner :

- de la surcharge des classes,
- de la difficulté toujours plus grande d'accueillir ceux qui ont le plus besoin de l'école et ceux qui sont en situation de handicap,
- de la dégradation et de la dévalorisation du métier,
- d'une offre éducative qui se réduit,
- des conditions d'apprentissage et de travail qui se dégradent,
- de la surcharge de travail souvent demandée aux enseignants sans contreparties.

Nous avons affirmé que le système éducatif ne pouvait faire les frais de la rigueur et que l'Education devait redevenir une priorité, l'arrêt des suppressions d'emplois dès 2012 étant une première étape.

Les ministres de l'Education nationale et de l'Agriculture n'ont pas entendu les demandes qui ont été exprimées le 27 septembre puisqu'au lendemain de cette journée, le Conseil des ministres entérinait les suppressions annoncées, soit 1 350 emplois. Maladresse, indifférence ou mépris ?

Il nous faut par conséquent continuer à nous faire entendre et ce, par les moyens que nous serons capables d'imaginer.

Dans ce cadre, nos organisations interpellent très prochainement les élus de la Nation, les principaux chefs des formations politiques et les candidats déclarés à la Présidence de la République.

Pas plus que le Gouvernement, l'Enseignement catholique n'a entendu les attentes exprimées le 27 septembre dernier, ni compris l'objet de la forte mobilisation qui a eu lieu ce jour-là. En continuant à afficher sa volonté de s'inscrire dans le plan de rigueur mis en place et à prôner des solutions visant à faire « mieux avec moins », il se montre peu soucieux des vives préoccupations des personnels.

Nos organisations ont interpellé, à ce sujet, le Secrétaire général de l'Enseignement catholique, par courrier en date du 13 octobre.

Nous ne connaissons pas l'issue de ce que nous avons engagé. Mais nous sommes certains d'œuvrer pour une Ecole plus juste, plus ouverte et au service de tous les élèves. Cette certitude porte notre détermination à agir. Nous avons besoin de votre concours, nous le sollicitons même. Nous vous appellerons donc, dans les prochaines semaines, à participer à de nouvelles actions.

Luc VIEHE – Secrétaire général du SPELC
Laurence ROGER – Présidente du SNEC-CFTC
Bruno LAMOUR – Secrétaire général de la FEP-CFDT
Evelyne CIMA – Présidente du SYNEP CFE-CGC
Pascal REGNIER – Secrétaire général du SNPEFP-CGT